

"LE TEMPS DU BOYCOTT EST VENU !"

C'est par ce message clair que s'est exprimée Naomi Klein après l'attaque de la Bande de Gaza (en janvier 2009).

Pour rappel, 170 organisations palestiniennes avaient lancé ensemble en juillet 2005, un an après l'avis de la Cour Internationale de La Haye (condamnant le Mur, les colonies et l'occupation), un appel à organiser un vaste mouvement de solidarité international dans le but de s'opposer à la politique israélienne par des pressions telles que le boycott (B), le désinvestissement (D), les sanctions (S), comme cela fut fait auparavant lors de la lutte contre le système d'apartheid en Afrique du Sud. L'appel BDS (www.bdsmovement.net) a peiné pendant près de quatre ans à être relayé et suivi sur le terrain et aussi à être entendu largement car il n'émergeait pas dans les media; mais, depuis l'attaque sur Gaza et l'enfermement de sa population, la situation a changé. Le temps du boycott est venu. Partout dans le monde, et notamment en Europe, on assiste désormais à des débats et à des actions de mieux en mieux coordonnées malgré les difficultés car désormais la conscience prévaut qu'aucune limite n'est clairement imposée à Israël et que des pressions sont devenues incontournables.

DES EXEMPLES

Des actions de boycott des produits (« Je n'achète plus, je ne vends plus, je fais savoir pourquoi ») se sont accélérées dans les grandes surfaces, avec des actions modèles au Carrefour de Aulnay-sous-Bois en France, mais aussi à Milan, à Rome, actions très bien relayées sur le net par l'équipe vidéo « Palestine vivra » (voir www.europalestine.com). Par ailleurs, ces actions ont mis en évidence les pratiques trompeuses des multinationales de l'agroalimentaire et Carrefour a dû payer plusieurs milliers d'euros pour les multiples fraudes relatives à l'information de sa clientèle quant à l'origine des produits.

En Belgique, cet été, la Coordination Boycott Israël (COBI) a mené de nombreuses actions à Bruxelles pour appeler au boycott des dattes des sociétés israéliennes Carmel, Jordan Rivers, Jordan Plains et King Solomon avant le ramadan. Les démonstrations, distributions de tracts (80.000), visites de grossistes, du marché matinal avec les désormais célèbres tee-shirts *verts* « Palestine vivra. Boycott Israël » ont donné lieu à des débats, des articles dans la presse, des interviews à la radio et des passages à la télé. D'autres interventions très dynamiques ont aussi eu lieu : ainsi, un défilé dans un magasin Sephora aux Champs-Élysées à Paris appelant au boycott des « produits de la Mer Morte » de la marque Ahava, en raison de l'implantation de cette société israélienne dans une colonie en Cisjordanie occupée.

En raison de son rôle prédominant dans le commerce des produits agricoles coloniaux que nous retrouvons sur les étals de quasi toute l'Europe et au-delà (produits Carmel, Jaffa...) une vaste plate-forme (avec entre autres Via Campesina) a été créée dans le sud de la France pour refuser l'implantation d'Agrexco

à Sète, amplifiant ainsi la campagne qui ciblait déjà la société israélienne dans plusieurs pays comme la Grande-Bretagne, la Belgique (Liège-Bierset) notamment en février lors de l'arrivée massif de fleurs pour la Saint-Valentin.

D'autres firmes sont particulièrement visées : les sociétés Alstom-Veolia qui construisent le tramway de l'apartheid à Jérusalem-Est (afin que les colonies puissent être directement reliées à Israël). De ce fait, Veolia a dû renoncer à un contrat de plus de 3 milliards d'euros avec la Suède.

Des interpellations ont eu lieu, en France et en Belgique, pour exiger de Dexia la fin de son implication illégale dans le financement de plusieurs colonies israéliennes et ce, avec de l'argent public. Plusieurs responsables politiques belges ont ainsi relayé cette exigence de désinvestissement.

À signaler aussi des retraits de fonds de la Compagnie Africa Israël du magnat diamantaire Lev Leviev (sixième fortune d'Israël), fortement impliqué dans le financement de la construction des colonies et la campagne qui a ciblé Elbit, la société israélienne impliquée dans le système de surveillance du Mur (Elbit a été sanctionnée récemment par le fonds public norvégien de pensions)...Enfin, il y a eu également des appels au boycott des produits pharmaceutiques Teva (génériques).

Comme lors de la lutte anti-apartheid, plusieurs syndicats de dockers ont annoncé qu'ils ne déchargeraient pas les navires israéliens...Parmi eux, le syndicat des transports sud-africains.

Comme ce fut le cas à l'époque de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, la campagne BDS a aussi donné lieu à d'autres actions dans les secteurs culturel et sportif.

Le cinéaste Kenneth Loach a appelé au boycott du Festival du film d'Edimbourg pour protester contre son financement par Israël. Plusieurs écrivains dont Ilan Pappé, Alain Krivine, Benny Ziffer, ont boycotté le salon du livre à Paris dont Israël était l'invité d'honneur, ...

De nombreuses personnalités dont Naomi Klein ont dénoncé l'intention du festival du film de Toronto de mettre à l'honneur le centenaire de Tel Aviv.

Le Grand Hôtel Intercontinental de Paris a dû annuler le salon du tourisme israélien et à Londres, des affiches touristiques israéliennes ont été retirées du métro au motif qu'elles induisaient en erreur les clients potentiels et les passants sur l'occupation et la colonisation israéliennes.

Anne Roumanoff, quant à elle, a annulé un spectacle à Genève en faveur de l'armée d'Israël.

Au niveau sportif, épinglons l'absence quasiment totale de spectateurs lors du match avec Israël de la coupe Davis en Suède en mars 2009.

Au salon de l'écologie à Paris, organisé avec l'appui du gouvernement français et de la Fondation Nicolas Hulot, dénonciation de

la participation du KKL (l'agence organisant la récolte de fonds pour l'appropriation des terres de Palestine au profit du projet

En matière d'armes, plusieurs militants du mouvement de la paix en Belgique (Vrede et Vredesacties) se sont introduits dans les stands d'Israël à la Foire commerciale du Heysel et en France, une action de protestation a eu lieu contre les drones israéliens lors de la visite de Sarkozy au salon du Bourget.

Mais auparavant, plusieurs actions coordonnées avaient déjà eu lieu: ainsi, des Grecs avaient bloqué l'arrivée de munitions destinées à Israël.

Au niveau universitaire et académique, plusieurs personnalités françaises (Etienne Balibar, Daniel Bensaid, ...) et de nombreux chargés de recherche au CNRS ont appelé au boycott universitaire et très récemment, le gouvernement espagnol vient, quant à lui, de refuser la participation de l'Université israélienne d'Ariel à un concours international organisé par l'Espagne.

La participation syndicale et politique: un enjeu majeur

Plusieurs centrales syndicales ont décidé de soutenir le boycott par des motions et des actions. Parmi les appuis les plus récents, celui de Solidaires Industrie mais on peut aussi rappeler le soutien, très tôt, de syndicats canadiens et de la TUC (Trade Union Congress, couple de syndicats britanniques).

En France, le mouvement de boycott vient encore de s'élargir avec la décision des Verts, du PC, de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Fédération Syndicale Unitaire des enseignants de rejoindre la campagne Boycott.

Sur le volet «sanctions» de BDS: la lutte continue pour que les produits coloniaux, exportés par Israël vers l'UE, soient non seulement clairement identifiés mais aussi taxés conformément à «l'arrangement technique» négocié entre l'UE et Israël dans le cadre des accords d'association. Régulièrement, des douaniers signalent aux responsables politiques des divers États membres de l'UE les difficultés qu'ils rencontrent dans le contrôle de l'application des accords. Une question dans laquelle pourraient s'impliquer davantage d'élus au niveau parlementaire et gouvernemental ... Au niveau juridique, plusieurs initiatives ont été prises: la mise en place d'un tribunal Russel, les poursuites engagées contre Israël par plusieurs associations devant diverses juridictions en

Angleterre, en Espagne, en France, ... pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et la plainte déposée cet été par la jeune Amira AlQarem de Gaza auprès de la Cour Pénale Internationale.

Du côté israélien, de plus en plus de personnes courageuses s'impliquent dans la campagne BDS. Ainsi, le retentissant appel au boycott du Professeur Neve Gordon de l'Université de Beersheva ou celui de Anat Matar, professeure à Tel Aviv. À signaler aussi dans ce cadre, la participation active de la Coalition des femmes israéliennes pour la paix qui liste les entreprises participant à la colonisation, à l'occupation, au contrôle des Palestiniens et qui en publie les noms sur son site interactif « Qui sont les profiteurs? » (www.whoprofits.com)...

Waroquiez D., avec Dreezen J. et Paulet E

CONTACTEZ-NOUS

Les actions BDS ici relatées demandent à être soutenues et amplifiées par les citoyens, groupes et organisations soucieux de justice et de liberté solidaires du peuple palestinien.

Les références internet indiquées ci-dessus permettent de s'informer.

Plusieurs actions sont déjà planifiées pour l'automne et l'hiver 2009-2010

Prochain rendez-vous: journée d'action boycott le samedi 28 novembre

Pour participer à l'une ou l'autre action, contactez-nous: dominicwa@yahoo.fr & jan.dreezen@gmail.com

ILS ONT PEUR...

Le vice-premier ministre israélien Moshe Yaalon a dû renoncer à se rendre à Londres de crainte de poursuites pour crimes de guerre commis lorsqu'il était chef-d'état major entre 2002 et 2005. M. Yaalon, chargé des Affaires stratégiques, devait participer à un dîner de collecte de fonds en faveur des soldats israéliens.

Le département juridique du ministère israélien des Affaires étrangères a déconseillé ce voyage à l'ex-chef d'état-major étant donné le risque qu'un tribunal britannique ordonne son arrestation.

M. Yaalon était chef d'état-major lorsqu'un appareil F16 de l'armée de l'air a largué, le 22 juillet 2002, une bombe d'un tonne à Gaza, tuant ainsi outre Salah Chehadeh, quatorze civils dont la femme de celui-ci et huit enfants.